



2017

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Mouvement d'éducation nouvelle, les Ceméa affichent leurs ambitions et propositions

Militant.e.s associatifs, acteur.trice.s au quotidien, citoyen.ne.s engagé.e.s, les militant.e.s des Ceméa savent que l'histoire, les pratiques d'hier et les actions d'aujourd'hui placent les Ceméa au bon endroit pour soutenir les valeurs de l'Éducation nouvelle, mobilisant ainsi une approche politique de l'éducation. Les Ceméa considèrent l'Éducation nouvelle comme une conception novatrice de l'éducation et affirment la nécessaire transformation sociale de l'environnement politique et sociétal. Résistant face à la montée de puissantes idéologies fondées sur l'exclusion, la ségrégation, le racisme, les Ceméa affirment de nouveau leur combat pour les valeurs de la laïcité, de la démocratie, de la fraternité, de la solidarité et des droits humains. Au-delà des frontières, les Ceméa soutiennent l'émergence d'un monde et d'une Europe solidaires. Ils s'engagent pour construire, par l'éducation, une Europe sociale et politique, une Europe des peuples et s'impliquent dans l'organisation d'une société civile européenne visible et audible. Les postulats de la confiance, de la considération de l'autre deviennent alors éminemment politiques lorsqu'ils constituent le socle même de toute action éducative.

CEMÉA
L'ÉLAN FORMATION

Manifeste

Agir pour l'éducation

- ▶ Promouvoir et faire vivre la **LAÏCITÉ**
- ▶ Élargir l'action dans et autour de **L'ÉCOLE** pour la réussite de tous
- ▶ Lutter contre toutes les **EXCLUSIONS** et **DISCRIMINATIONS**
- ▶ Favoriser la **MOBILITÉ** pour une éducation interculturelle
- ▶ Développer le **NUMÉRIQUE** pour l'éducation et la citoyenneté
- ▶ Éduquer à **L'ENVIRONNEMENT** à l'échelle de la planète
- ▶ Accompagner la **PARENTALITÉ**
- ▶ Promouvoir **L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE**
- ▶ Renforcer la **CITOYENNETÉ** et **L'ENGAGEMENT**
- ▶ Cultiver des **TEMPS LIBÉRÉS** émancipateurs
- ▶ Démocratiser **L'ÉDUCATION CULTURELLE** par les pratiques artistiques

<http://www.cemea.asso.fr/spip.php?article9517>

DE GRANDS ENJEUX ET DÉBATS D'IDÉES, À EXPLORER ET INVESTIR

Les Ceméa ancrent leur action au cœur des grandes évolutions qui traversent notre société... En permanence, ils se doivent d'interroger l'environnement qui les entoure afin de penser leur développement pour l'avenir, en prenant le temps d'analyser et de lire ce qui bouge et se transforme aujourd'hui. Comprendre les changements et les évolutions, mesurer les conséquences et les effets des réformes à l'œuvre pour mieux identifier les enjeux et la place d'un mouvement d'Éducation nouvelle dans la société, au regard de son projet de transformation sociale et d'émancipation des personnes.

Ces enjeux sociétaux pour le mouvement Ceméa sont nombreux : le développement durable, la laïcité, l'évolution de la démographie, la santé, la lutte contre toutes les discriminations, la marchandisation de l'éducation et des loisirs, le numérique... Le contexte sociétal et le rapport au politique sont plus complexes aujourd'hui. Ces enjeux sous-tendent des dimensions culturelles et éducatives d'aujourd'hui, mais surtout de demain, dans l'éducation formelle et non formelle, dans l'éducation relative à l'environnement, dans l'éducation à l'alimentation et à la consommation, dans l'éducation aux médias et à l'information... Les Ceméa souhaitent, dans cette période électorale, mettre en avant plusieurs d'entre eux.

► Une vision éducatrice de tous les temps de vie d'un enfant ou d'un jeune

L'éducation est devenue un enjeu collectif, un enjeu de société. Une éducation de tout instant, de l'école aux temps de loisirs des enfants et des jeunes. À l'heure de la défiance qui s'amplifie à l'égard des institutions de la République, à l'heure du doute sur la capacité à peser sur le cours des choses, l'école et l'ensemble des espaces éducatifs, doivent redevenir ces terrains fertiles de confiance, de vie collective et de pouvoir d'agir favorisant par ailleurs la construction d'une identité citoyenne.

Les réponses aux enjeux d'aujourd'hui sont nécessairement sociales, idéologiques et éducatives. Les enjeux se déclinent à la fois dans les institutions, dans les espaces périscolaires et extrascolaires, dans les territoires. Les réformes engagées visent à promouvoir une École de la République plus juste, au service de la réussite du plus grand nombre, mobilisant l'ensemble des acteurs éducatifs. La continuité des temps, la complémentarité des espaces, la cohérence des projets sont devenues des conditions impérieuses pour gagner le pari d'une véritable refondation dans la durée.

QUESTIONS AUX CANDIDAT.E.S

Comment concevez-vous la complémentarité de l'action d'une association d'éducation populaire avec l'école ? Quel soutien aux approches pédagogiques innovantes allez-vous impulser ? Comment allez-vous renforcer la formation des acteurs éducatifs ? Comment envisagez-vous de faire reconnaître la place de l'engagement des jeunes dans l'encadrement des loisirs des enfants et en particulier le volontariat de l'animation ?

► Mixité sociale, droit aux vacances, partir pour apprendre...

En 1988, les Ceméa parlaient d'Odyssée des loisirs, définition internationalement partagée alors, renvoyant à une expression sociale et une valorisation de soi au travers d'activités d'expression libre, un nouveau rapport à autrui, un nouveau rapport entre individu et groupe. En 2004, une semaine d'études sur les Temps libérés traduisait l'aboutissement des luttes sociales, sur les enjeux des temps non contraints, du loisir qui fonde, qui fait société, qui émancipe, qui ouvre au monde et à l'ailleurs.

Les Ceméa continuent de porter ces enjeux du droit aux vacances, du « partir pour apprendre » et réaffirment que les espaces de loisir sont de véritables lieux permettant la mixité sociale.

QUESTIONS AUX CANDIDAT.E.S

Aujourd'hui, dans un environnement qui a profondément changé, comment réaffirmez-vous l'importance du départ en vacances et du droit aux loisirs pour tous ? Face au constat que les inégalités les plus fortes sont ancrées dans les loisirs, quels leviers en termes de politiques publiques proposez-vous de mettre en place ?



► Une priorité dans la lutte contre les inégalités sociales, contre toutes les exclusions et discriminations

Les Ceméa, par leurs actions de formation des professionnel.le.s de la santé mentale et du travail social, par leurs démarches d'accompagnement des acteurs de la cohésion sociale dans les territoires, sont engagés pour réduire les inégalités qu'elles soient géographiques (désertification médicale, absence de services publics, mauvaise image du territoire), de services (fermeture d'hôpitaux...), générationnelles (jeunes très fortement touchés par la pauvreté, ruptures scolaires précoces), de genre (femmes plus impactées par la difficulté d'accès à la formation, d'accès à l'emploi stable, réalité de la monoparentalité), ethniques (populations étrangères avec difficultés linguistiques, d'accès à l'emploi, ...). Réaffirmer que l'éducation s'adresse à tout être humain sans distinction de sexe, d'âge, d'origine, de conviction, de culture, de situation sociale, est le socle pour lutter contre toutes les exclusions et discriminations.

QUESTIONS AUX CANDIDAT.E.S

Quelles politiques publiques mettez-vous en œuvre en lien avec les associations de cohésion sociale, pour réduire réellement ces fractures ? Avec quel soutien à la participation citoyenne, dans votre projet ? Quel renforcement de la formation et qualification des acteur.trice.s impulserez-vous ?

► La culture, les pratiques culturelles et artistiques, comme espaces d'émancipation et de construction de l'esprit critique

Pour les Ceméa, se familiariser à la création artistique, au patrimoine et aux médias, prendre la parole pour exprimer et s'exprimer sont des droits fondamentaux pour chacun.e, qui contribuent à la formation du citoyen et constitue donc un garant pour la démocratie. Il ne peut pas y avoir d'éducation sans culture. Toute éducation est une construction de liens entre le patrimoine individuel et un patrimoine collectif. Se cultiver répond à un besoin de découvrir, rencontrer, s'approprier. C'est une nécessité dans un environnement en perte de sens et de repères communs. Il y a donc nécessité d'une éducation par l'artistique, d'une éducation aux médias et à l'information, qui ne visent pas à « consommer », plus ou mieux, des « produits culturels », mais plutôt à permettre d'acquérir des clés de compréhension et des leviers pour apprendre à lire le monde, pour développer des capacités d'expression et de dialogue. L'acte artistique doit continuer d'avoir ce rôle d'éveil des consciences et de construction de l'esprit critique, dans une perspective d'émancipation et de transformation de la société.

QUESTIONS AUX CANDIDAT.E.S

Comment votre projet va-t-il soutenir les accompagnements éducatifs pour lutter contre les inégalités culturelles ? Comment vos propositions vont-elles favoriser les espaces de création et les plates formes de diffusion numériques non marchands, points d'appui à des pratiques citoyennes ? Quelle construction de nouveaux liens entre les lieux d'éducation, les institutions culturelles, les professionnel.le.s de la culture et les pouvoirs publics allez-vous impulser dans les politiques publiques ?



► La formation des citoyen.ne.s de l'Europe et du monde

Les événements internationaux de ces dernières années (les printemps arabes et les guerres qui leur ont succédé, provoquant l'arrivée massive de migrants), les crises économiques et sociales qui traversent l'Europe, la restructuration administrative de la France, les attentats... sont autant de changements qui impactent notre environnement. Le contexte dans lequel nous vivons doit être appréhendé dans sa complexité et dans ses dimensions locale, nationale et internationale. Pour faciliter la compréhension de cet environnement, les Ceméa repèrent trois enjeux principaux : le risque de marchandisation de l'éducation et son instrumentalisation par la politique de l'Union européenne comme une réponse à la crise de l'emploi, l'injonction contradictoire entre la promotion de mobilité et le rejet des migrations, les relations solidaires entre les territoires.

QUESTIONS AUX CANDIDAT.E.S

Quelles propositions faites-vous pour une Europe plus sociale respectueuse des droits humains ? Quelle reconnaissance de la société civile, portez-vous ? Comment voyez-vous la place de l'éducation non formelle dans la construction de citoyen.ne.s européen.ne.s et du monde ?

► Le développement, coopération et solidarité, pour un ancrage dans l'économie sociale et solidaire

Les Ceméa, mouvement d'Éducation nouvelle et d'Éducation populaire, forts de l'engagement de leurs militant.e.s, contribuent au bien commun. Leurs actions construisent des initiatives collectives, solidaires visant à l'amélioration des conditions de vie, à la réduction des inégalités et à l'émancipation de tou.te.s. Le développement est alors appréhendé prioritairement comme un levier stratégique, une façon d'aborder la solidarité avec l'environnement, plus exactement avec le milieu de vie des enfants et des familles. Trois notions peuvent aider à construire une pensée collective et une culture partagée pour l'intérêt général, inscrites dans les valeurs de l'économie sociale et solidaire : les rapports entre commande / demande sociale, la coopération et la co-construction, la solidarité et le bien commun.

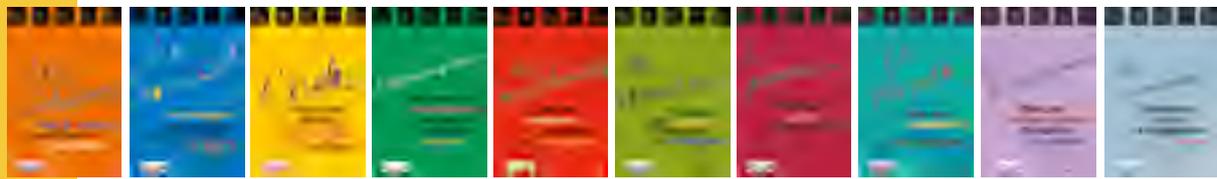
QUESTIONS AUX CANDIDAT.E.S

Comment votre projet identifie-t-il et met-il à l'étude ce rapport complexe entre la commande publique initiale et les demandes de transformation sociale ? Comment vous engagez-vous à soutenir des cadres juridiques, fiscaux, réglementaires, voire législatifs, à l'échelle nationale et européenne qui permettent à l'action associative d'exister comme tiers secteur, en complémentarité des services publics et à côté du secteur marchand ?

► LA LAÏCITÉ AU CŒUR DU PACTE RÉPUBLICAIN

Depuis les événements de janvier 2015, s'il est un principe cher aux Ceméa et à leur histoire qui a été mis à mal, c'est bien celui de la laïcité. Les valeurs positives appuyées sur les lois de ségrégation de l'Église et de l'État qui fondent la laïcité, la liberté de conscience, le libre exercice de tous les cultes et de l'athéisme, le respect des droits humains et de la diversité culturelle ont pris depuis une certaine acuité. Dire aujourd'hui que la laïcité est l'un des principes fondamentaux du cadre républicain, un facteur essentiel d'unité ne suffit plus. Le vivre ensemble, au cœur de l'engagement des Ceméa depuis toujours, contribue de notre approche vécue de la laïcité.

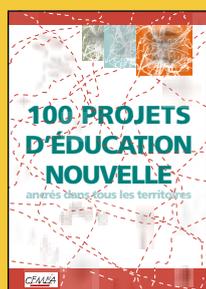
L'éducation à l'esprit critique fondamentale pour donner à chacun et chacune la possibilité de choisir en conscience et de s'émanciper, le respect de la liberté d'expression pour aider chacun.e. à se situer, à apprendre et à construire sa place de citoyen, de citoyenne, tout cela inspire les démarches des Ceméa. Dans toutes les rencontres, avec des jeunes comme avec des adultes, lorsque nos propositions sont basées sur la prise en compte des apports de chacun.e., lorsque nous passons du temps à travailler sur les représentations et à en débattre... dans tous ces temps, nous agissons ces principes de laïcité.



L'ACTION DES CEMÉA SE TRADUIT PAR...

- La formation des bénévoles, volontaires et professionnels de l'éducation, de l'animation et du travail social, en France et en Europe.
- L'accompagnement de tous les parcours de vie et la lutte contre toutes les exclusions et marginalisations.
- Des dispositifs d'éducation et des projets culturels pour les jeunes, spectacles vivants, cinéma, médias...
- L'organisation d'espaces citoyens, de rencontres, de débats, de mobilisation sur les questions d'éducation et de jeunesse.
- La conception, réalisation et diffusion de ressources, outils, publications plurimédias, multisupports, en lien avec des recherches actions et expérimentations sur les territoires.

Focus sur 100 actions →



<http://urlz.fr/4SKz>

Les Ceméa portent aussi des propositions à travers des collectifs



Pour une éducation émancipatrice, le Collectif des associations partenaires de l'école publique s'engage et propose 6 priorités

- L'école du socle, école de la scolarité obligatoire.
- La pédagogie et le rapport aux savoirs.
- Les mixités et diversités sociale, culturelle, genrée, scolaire.
- Un projet politique national, des politiques éducatives locales.
- Le développement de la formation des acteurs éducatifs.
- Une politique éducative ambitieuse a besoin de la mobilisation de toutes et de tous !



L'éducation populaire, une ressource au cœur des enjeux de société. Le CNAJEP propose trois piliers pour construire l'avenir...

- Bâtir une société solidaire.
- Relever le défi démocratique.
- Reconnaître l'énergie citoyenne et les dynamiques associatives.



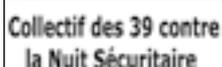
Soutenir les valeurs de laïcité et de solidarité

- Défendre les droits humains dont le droit à l'éducation en France et dans le monde.
- Agir pour le droit à l'éducation en France et dans le monde.



Une plate forme européenne pour soutenir la coopération et la solidarité entre les sociétés civiles en Europe et dans le monde

- Promouvoir une société européenne inclusive basée sur l'apprentissage, les valeurs d'égalité, de participation et de justice sociale.
- Défendre des droits sociaux et un travail décent en Europe et dans le monde.



Pour une psychiatrie humaine

- Soutenir la sectorisation psychiatrique qui s'attache avant tout à considérer les patient.e.s comme des individus à part entière avec ses souffrances mais aussi avec des compétences.
- Défendre l'approche plurielle du soin intégrant sa continuité dans l'intérêt du malade et de la famille.
- Lutter contre la marchandisation et la financiarisation du service public de santé et de la sécurité sociale, afin que chacun.e puisse avoir un égal accès aux soins.



La force d'un réseau, l'ambition d'un mouvement

Plus de 3 000
formateur.rice.s,
membres actifs
se trouvent
annuellement
engagés dans
près de 5 000
actions et plus
de 120 000
stagiaires
et usager.ère.s
participent,
en France
et à l'étranger,
à plus de
520 000
journées
participant.e.s,
d'actions
éducatives ou
de formations,
plus de
150 publications
éducatives
éditées.

Un réseau d'associations territoriales, un mouvement de militant.e.s

L'Association nationale des Ceméa a pour mission d'impulser la mise en œuvre des orientations des Ceméa. Elle vise à développer et capitaliser les méthodes pédagogiques, à produire et diffuser des outils de formation ainsi que des publications plurimédias, à garantir la qualité de la formation des formateur.rice.s, à élaborer des actions innovantes et engager des partenariats nationaux et internationaux. Des structures régionales, en interrelation entre elles comme avec l'équipe nationale, animent un mouvement d'acteur.rice.s éducatifs. Elles sont les interlocutrices des partenaires régionaux pour toute offre ou demande de formation. Elles conçoivent et conduisent l'ensemble des activités locales de formation et assurent un service de placement pour leurs stagiaires et les organisations gestionnaires. Elles développent des expérimentations et des recherches-actions sur tous les territoires.

Les Ceméa sont membres et animateurs des réseaux internationaux EAICY (European Association for Leisure Time Institutions of Children and Youth), FICEMÉA (Fédération internationale des Ceméa) et Solidar. À travers ces trois réseaux, les Ceméa agissent en Europe et dans le monde avec 107 partenaires institutionnels de plus de 65 pays.

Les Ceméa sont une association nationale, reconnue d'utilité publique, habilitée par divers ministères ou administrations publiques. Les Ceméa sont soutenus pour leur fonctionnement et leurs projets par le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ; le Ministère de la Ville, de la Jeunesse et des Sports ; le Ministère de la Culture et de la Communication ; le Ministère des Affaires sociales et de la Santé ; Le Ministère des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes ; le Ministère du Travail, de l'Emploi, de la Formation professionnelle et du Dialogue social ; le Ministère de la Justice ; le Ministère des Outre-mer, le Ministère des Affaires étrangères et du Développement international.

SIÈGE NATIONAL 24, RUE MARC SEGUIN, 75883 PARIS CEDEX 18 - TÉL. 01 53 26 24 24

www.cemea.asso.fr



ASSOCIATIONS TERRITORIALES DE MÉTROPOLE

GRAND EST • Ceméa ALSACE, 22 rue de La Broque, 67000 Strasbourg, Tél. 03 88 22 05 64 • Mission nationale Ceméa CHAMPAGNE ARDENNE, 29 rue Pierre Taittinger, 51100 Reims, Tél. 03 66 72 10 38 • Ceméa LORRAINE, 1 rue Charles Gounod, 54140 Jarville-la-Malgrange - Tél. 09 60 50 38 75 **NOUVELLE AQUITAINE**
• Ceméa AQUITAINE, 9-11 rue Permentade (1^{er} étage), 33000 Bordeaux, Tél. 05 56 69 17 92 • Ceméa LIMOUSIN, 23A bd Saint-Maurice, 87000 Limoges, Tél. 05 55 34 60 52 • Ceméa POITOU-CHARENTES, 34 boulevard François-Albert, 86000 Poitiers, Tél. 05 49 88 07 61 **AUVERGNE RHÔNE-ALPES** • Ceméa AUVERGNE, 61 av. de l'Union Soviétique, 63000 Clermont-Ferrand, Tél. 04 73 98 73 73 • Ceméa RHÔNE-ALPES, 3 cours Saint-André, 38800 Pont de Claix, Tél. 04 76 26 85 40
BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ • Ceméa FRANCHE-COMTÉ, 18 rue de Cologne - BP 117, 25013 Besançon Cedex, Tél. 03 81 81 33 80 **BRETAGNE** • Ceméa BRETAGNE, Centre Alain Savary, 2 boulevard Louis Volclair, BP 41102, 35041 Rennes Cedex 2, Tél. 02 99 50 23 26 et 92 rue du Frugy, 29337 Quimper, Tél. 02 98 90 10 78 **CENTRE VAL DE LOIRE**
• Ceméa CENTRE, 37 rue de la Godde, 45800 Saint Jean de Braye, Tél. 02 38 53 70 66 **CORSE** • Ceméa CORSE, École Marie Reynoard Montesoro, Provence Logis Montesoro, 20600 Bastia, Tél. 04 95 34 13 20 **HAUTS DE FRANCE** • Ceméa NORD-PAS-DE-CALAIS, 11 rue Ernest Deconynck, 59000 Lille, Tél. 03 20 12 80 00
• Ceméa PICARDIE, 7, rue Henriette Dumuin, BP 2703, 80027 Amiens Cedex 1, Tél. 03 22 71 79 00 **ILE DE FRANCE** • Ceméa ILE-DE-FRANCE (ARIF - CFPES), 65 rue des Cités, 93306 Aubervilliers, Tél. 01 48 11 27 90 **OCCITANIE** • Ceméa OCCITANIE, Le Clos Barlet, 501 rue Métairie de Sayssat, CS 10033, 34078 Montpellier Cedex 3, Tél. 04 67 04 35 60 • Ceméa ERASME, Centre hospitalier, Route d'Espagne, BP 53566134, 31035 Toulouse Cedex 1, Tél. 05 61 19 27 60 **NORMANDIE**
• Ceméa NORMANDIE, 5 rue du Dr Laënnec, 14200 Hérouville-Saint-Clair, Tél. 02 31 86 14 11 et 33 route de Darnétal - BP 1243, 76177 Rouen Cedex 1, Tél. 02 32 76 08 40 **PAYS DE LA LOIRE** • Ceméa PAYS DE LA LOIRE, 102 rue Saint Jacques, 44000 Nantes, Tél. 02 51 86 02 60 **PROVENCE ALPES-CÔTE D'AZUR** • Ceméa PROVENCE ALPES-CÔTE-D'AZUR, 47 rue Neuve-Sainte-Catherine, 13007 Marseille, Tél. 04 91 54 25 36

ASSOCIATIONS TERRITORIALES D'OUTRE MER

• Ceméa GUADELOUPE, rue de la Ville d'Orly, Près du Pôle Emploi, Bergevin, 97110 Pointe à Pitre, Tél. 0 590 82 20 67/72 • Ceméa GUYANE, BP 80, 97322 Cayenne Cedex, Tél. 0 594 30 68 09 • Ceméa MARTINIQUE, BP 483, 97241 Fort-de-France Cedex, Tél. 0 596 60 34 94 • Ceméa MAYOTTE, rue du Stade Kavani Maison des associations, 97600 Mamoudzou, Tél. 0 269 61 13 75 • Ceméa POLYNÉSIE, 177 cours de l'Union Sacrée, Taunoa - BP 3824 - Papeete (Tahiti), Tél. 0 689 43 73 11
• Ceméa PWĀRĀ WĀRO, Nouvelle-Calédonie, BP 241 - 98822 Poindimié, Tél./Fax 00 687 47 14 71 • Ceméa RÉUNION, 13 Résidence Mercure, 43 route du Moufia, 97490 Sainte Clotilde, Tél. 0 262 21 76 39